

## Combat gauche-droite autour du gaz de schiste

C'est aujourd'hui que le Sénat reprend l'examen de proposition de loi UMP sur l'exploration des huiles et gaz de schistes. Les débats s'annoncent houleux d'autant que les parlementaires socialistes entendent bien faire plier la majorité UMP en demandant l'abrogation immédiate des permis déjà accordés en Aveyron, la Drôme et l'Ardèche.

Les sénateurs se sont en effet procuré le détail des permis d'exploration décrochés par les pétroliers et ceux-ci mentionnent bien que les industriels voulaient utiliser la fracturation hydraulique. Une méthode décriée qui pousse les parlementaires à demander l'abrogation de l'article 2 de la loi qui laisse deux mois aux industriels pour expliquer quelles techniques de forage ils utiliseront.



De nombreuses manifestations contre l'exploitation des gaz de schiste ont eu lieu dans la région. / Photo DDM, archives

Or, la méthode est déjà connue puisque mentionnée dans les permis. Les sénateurs socialistes demandent donc l'abrogation immédiate des permis déjà accordés.

### Un rapport qui ne tranche pas

Par ailleurs, hier, une mission d'information sur le sujet a été rendue par plusieurs parlementaires. Si le PS demande l'interdiction à tout prix, l'UMP entend ne pas totalement fermer la porte aux gaz de schistes. Ces deux visions se retrouvent côte à côte dans le rapport. « Nous avons des conclusions divergentes, nous n'avons pas voulu les gommer », a souligné le co-rapporteur PS Philippe Martin, député du Gers. L'élus demande l'abrogation des permis imprudemment accordés par l'ex-ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo. En revanche, l'autre co-rapporteur, le député UMP François-Michel Gonnot, ne veut pas fermer définitivement la porte aux gaz de schistes et « espère que le dossier des gaz de schiste restera ouvert pour être traité demain sans passion ».